

Mylène Gaulard, Karl Marx à Pékin – Les racines de la crise en Chine capitaliste,

 journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7044

Paris, Demopolis, 2014, 270 p.

David Bartel

1 www.youtube.com/watch?v=ezXfYRjAu-g, 12 avril 2014 (consulté le 17 décembre 2014).

1Le livre de Mylène Gaulard est indispensable et problématique. Indispensable parce qu'il offre des pistes de réflexions nouvelles en remettant en cause des concepts clés qu'une nouvelle *doxa* économique globalisée voudrait nous faire prendre pour argent comptant. Dans un monde où l'économie semble être devenue le cœur même de l'action politique, il est important de se rappeler que cette discipline n'est pas une science exacte et que les grandes certitudes de l'économisme sont bien souvent rétrospectives. Comme l'histoire, l'économie est un récit, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit une fiction mais qu'une part de subjectivité habite son agencement. Et la leçon d'économie politique que nous offre l'auteure, avec une verve polémique rare, est ainsi un dispositif très bien référencé qui reconsidère à l'aune de la théorie marxiste et en six chapitres la situation actuelle de la Chine pour mettre en évidence les contradictions profondes du mode de production capitaliste sur le territoire chinois (p. 12). Mylène Gaulard est une spécialiste du développement qui a écrit une thèse où elle compare les situations économiques du Brésil et de la Chine. On peut lire d'elle « Les limites de la croissance chinoise » (*Revue Tiers-Monde*, n° 200, décembre 2009), et « L'évolution du marché de l'immobilier chinois – un révélateur des difficultés rencontrées par les collectivités locales », (*Perspectives Chinoises*, 2013/2). Sa conférence « L'économie chinoise, les dangers de la suraccumulation : une analyse marxiste » est disponible sur l'Internet et constitue une bonne introduction à ses travaux¹.

2 Le postulat de départ, contenu entièrement dans le titre, qui fait référence au livre controversé de feu Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin – Les promesses de la voie chinoise* (Max Milo, 2009), est déjà en soi une provocation : que penserait Karl Marx de la Chine d'aujourd'hui ? L'idée est d'autant plus intéressante que le marxisme est encore inscrit dans la Constitution comme un des quatre principes fondamentaux sur lequel repose la République populaire. Le livre s'ouvre sur un constat : les solutions apportées aux crises du capitalisme qui frappent le monde à intervalles réguliers depuis les années 1970 sont « toutes également inefficaces » (p. 9). Mylène Gaulard nous invite donc à dépasser le stade de l'accusation d'un néolibéralisme vague, distinct d'un capitalisme plus sain qui

l'aurait précédé. Ce faisant, elle bat en brèche une première vulgate qui voudrait qu'à un mauvais capitalisme financier soit opposé un bon capitalisme productif. Pour elle, cette analyse rate complètement une juste compréhension du développement même du mode de production capitaliste dont l'unique objectif est l'accumulation sans limites de profits.

3 En revenant très pédagogiquement aux principes de base de l'analyse socio-économique marxiste, l'auteure révisé des sujets aussi fondamentaux que le rôle de l'État, et donc la nature – capitaliste ou non – de l'économie chinoise, l'efficacité de la lutte contre la pauvreté et l'émergence d'une classe moyenne, les qualités et les limites de l'appareil productif, ainsi que la réalité de la puissance financière chinoise. En filigrane de ce travail d'économiste, soigné et efficace, Mylène Gaulard étaie soigneusement une contestation assez convaincante de deux idées à la mode qui participent d'un certain conformisme. En questionnant l'histoire et la réalité du concept très incertain de « classe moyenne », elle met en doute l'idée même d'« émergence », favori des médias et du nouveau discours managérial globalisé. En revenant sur l'histoire de ces deux notions, elle montre combien elles sont inadaptées à la situation chinoise, et surtout combien elles sont construites idéologiquement par le monde médiatique et celui des affaires. Sans entrer dans le détail, l'auteure impose de manière très pertinente que la mesure de la classe moyenne est purement artificielle et arbitraire, et cherche souvent à obscurcir le fossé croissant qui sépare toujours les dominants des dominés. Les écarts de revenus gigantesques, la part croissante de valeur ajoutée dirigée vers et dégagée par le capital et surtout les connivences d'intérêts entre élites politiques et économiques semblent bien démontrer une autre idée commode, l'idée répandue des liens « naturels » entre classe moyenne et culture démocratique. En effet, le développement d'une élite consommatrice aux revenus largement supérieurs à la « moyenne » n'a pas, dans les pays dits « émergents », de liens évidents avec une volonté de plus de représentation politique et avec la demande subséquente d'institutions plus démocratiques (p. 103), d'autant que dans le cas chinois, cette « classe moyenne » partage des intérêts bien compris avec l'évolution actuelle du capitalisme et de l'appareil d'État (p. 105).

4 Au cœur du livre, on trouve une analyse marxiste de la baisse du taux de profit rapportée à la Chine contemporaine qui montre que l'efficacité du capital y est en baisse (p. 147) et que la solution envisagée par les entreprises – nationales et transnationales – pour continuer à augmenter leur masse de profit semble bien être de produire toujours plus pour compenser cette baisse (p. 151) ou alors, d'investir massivement dans des bulles spéculatives, dont l'immobilier est l'exemple le plus frappant (p. 157). L'auteure voit un danger dans l'abandon de l'appareil productif au profit de l'investissement immobilier, plus lucratif à court terme (p. 160). Le quart des milliardaires chinois sont actuellement de grands promoteurs immobiliers (p. 161). En effet, faute d'un secteur financier suffisamment sain et développé, les capitaux s'orientent surtout vers la sphère immobilière. Une fine étude de la spéculation immobilière – et de l'endettement des autorités locales – est poussée suffisamment loin dans le sixième chapitre pour amener à une remise en question radicale du phénomène de l'« émergence ». En effet, on considère de manière assez générale que l'émergence présuppose l'idée d'un cheminement économique linéaire sur un modèle eurocentré (décollage/maturité/âge d'or) dont le critère principal serait la libéralisation économique et financière. Ce schéma reste largement amnésique de la suite des crises dramatiques traversées par des pays dits émergents comme le Mexique (1995),

les Nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie orientale (1997), le Brésil (1999), l'Argentine (2001) et plus récemment les pays du sud de l'Europe. Il semble se heurter aux nombreuses délicatesses politiques et sociales – mais avant tout économiques – qui touchent tous ces pays à des niveaux notables mais différents, ce qui souligne encore l'extrême hétérogénéité de situations nationales réunies aujourd'hui sous l'acronyme commode de BRICS qui reste au final assez peu pertinent.

2 Arif Dirlik (propos recueillis par Luciana Leitao), « Chinese Communist Party – World's Biggest Co (...) »

5 Ainsi, l'auteure en sortant la Chine des études chinoises fait une œuvre salutaire. On peut la rapprocher d'observateurs, comme Arif Dirlik, qui perçoivent la structure économique chinoise comme une immense entreprise où environ 20 % de la population exploitent le milliard restant, dont une grande partie est bien souvent condamnée à survivre aux marges parfois d'une grande précarité (migrants, personnes âgées, populations rurales, diplômés sans emploi)². D'ailleurs, l'absence dans une bibliographie sinon impeccable des travaux d'Arif Dirlik, ainsi que ceux d'autres auteurs, comme Maurice Meisner, qui aussi mènent une réflexion sur le devenir du socialisme en Chine, est surprenante et regrettable. Le livre de Mylène Gaulard pourrait ainsi s'inscrire dans un courant de la littérature économique sur la Chine qui se penche plus sur les problèmes du « modèle chinois » que sur les réussites développementalistes du productivisme forcé. Pourtant – et c'est là que le livre devient problématique – à cheval entre économie politique et histoire intellectuelle, il semble qu'en divisant le monde entre « économistes vulgaires » et « marxistes grossiers », l'auteure ne se laisse que très peu de place pour être entendue des spécialistes de l'économie chinoise et du monde des études chinoises en général. Et le ton volontairement iconoclaste et polémique – voire gouailleur – qui apporte au livre une vraie fraîcheur dans le domaine souvent aride de l'économie peut alors se transformer en violence idéologique grégaire qui malheureusement perd l'objet du livre et dissout quelque peu un traitement autrement fin et éloquent d'un livre à la lecture passionnante dont il faut encore une fois rappeler les grandes qualités pédagogiques et intellectuelles.

[Haut de page](#)

Notes

www.youtube.com/watch?v=ezXfYRjAu-g, 12 avril 2014 (consulté le 17 décembre 2014).

Arif Dirlik (propos recueillis par Luciana Leitao), « Chinese Communist Party – World's Biggest Corporation », *Macau Business Daily*, 25 juin 2013.

Référence papier

David Bartel, « Mylène Gaulard, *Karl Marx à Pékin – Les racines de la crise en Chine capitaliste*, », *Perspectives chinoises*, 2015/1 | 2015, 68-69.

Référence électronique

David Bartel, « Mylène Gaulard, *Karl Marx à Pékin – Les racines de la crise en Chine capitaliste*, », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/1 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 04 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7044>

Auteur

David Bartel

David Bartel est doctorant au CECMC, EHESS, Paris, et doctorant associé au CEFC (db.chine@gmail.com).